

Annexe n°2 au CCTP sur la mise à jour des documents du SDAGE et du PDM 2028-2033 du bassin Adour-Garonne et réalisation des évaluations environnementales du SDAGE et du PGRI 2028-2033 du bassin Adour-Garonne

Règles génériques pour les productions de données de l'étude

A)Contexte.....	2
B)Dispositions générales à tout type de données.....	2
C)Dispositions spécifiques aux Données géographiques	4
D)Dispositions spécifiques aux banques d'images et de photographies	5

A) Contexte

La majorité des études financées actuellement butent sur le blocage lié à la difficulté d'accès aux données. En réponse à cela des bonnes pratiques d'ouverture, et de catalogage de données se développent de toutes parts. Cet objectif de transparence publique et de simplification est appuyé par de nombreux textes .

L'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose que "la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration".

- *le droit d'accès aux documents administratifs (loi Cada 1978)*
- *La **convention d'Aarhus** sur l'**accès à l'information**, la **participation** du public au processus **décisionnel** et l'accès à la justice en matière d'**environnement**, signée le 25 juin 1998*
- *La directive 2003/98/CE révisée par la Directive 2013/37/UE sur la réutilisation des informations du secteur public Obligation de catalogage.*
- *La directive INSPIRE est la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE).*
- *Disposition A12 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 visant à favoriser l'accès aux données sur l'eau.*

Ces textes sont également renforcés par les Lois NOTRe, et lois sur la modernisation de l'économie Numérique en discussion en 2016, et portés par la politique d'ouvertures des données du gouvernement.

B) Dispositions générales à tout type de données

Les dispositions suivantes visent à garantir que les données produites dans le cadre d'études financées par l'agence de l'eau seront réutilisable, structurées, respectant des standard de qualité et de documentation, et in fine publiable et réutilisables

A défaut de justification spécifiques de contraintes de diffusion motivées dès le lancement de l'étude, les données seront diffusées **sous Licence Ouverte** ou Creative Commons CC-BY.

Nota : Les données soumises à des contraintes externes héritées des lots de données d'origine (œuvres composites, œuvres dérivées) ne seront diffusées que si les licences d'origine le permettent et selon une licence conforme aux exigences héritées.

1. **Respect des règles du Référentiel Général d'Interopérabilité** de l'Etat en vigueur (RGI) : <https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite> . Le RGI est un cadre de recommandations référençant des normes et standards qui favorisent l'interopérabilité au sein des systèmes d'information de l'administration. Il fixe les formats et standards à utiliser. *Par exemple, ne pas utiliser le format .doc Microsoft mais le standard OpenDocument.*
2. **Droits de propriété intellectuelle** : Les droits patrimoniaux des images acquises seront cédés au commanditaire. Le prestataire cède les droits de diffusion et de réutilisation à l'agence de l'eau, qui pourra les diffuser sous licence ouverte imposant la citation des sources et de l'auteur (Creative Commons (CC-BY) , licence Ouverte Etalab). Le titulaire du marché autorise par l'agence de l'eau à permettre à des tiers, sans son accord préalable, de reproduire, représenter, adapter ou modifier tout ou partie de la base de données. Plus généralement, le titulaire du marché autorise l'exploitation de la base, à titre gratuit ou onéreux, par des tiers dans le cadre de la réutilisation des informations publiques.
3. **Obligation d'identification unique des objets décrits par les sources de données** : Toute couche de donnée disposera d'une **colonne servant d'identifiant unique. Cet identifiant sera si possible l'identifiant des objets métiers**, et pas un identifiant informatique automatique non stable du type FID / ObjectID/OID. La règle de codification sera établie en réunion de lancement ou dans le cahier des charges avec la DSI de l'agence de l'eau.
 - *Exemple : une couche d'entité représentant des segments de cours d'eau portera un identifiant unique pour chaque segment.*
4. **Obligation de produire des relations avec le référentiel source ayant servi à générer la donnée.** Ces tables permettent la mise à jour des zonages, ainsi que des requêtes d'analyse avec d'autres données s'appuyant sur les mêmes données de référence.
 - *Exemple1 : l'étude produit un zonage agrégeant des communes . Elle devra être associée à une table de relation comportant les colonnes : code insee de la commune, code du zonage et une métadonnée expliquant la version du référentiel utilisé.*

- *Exemple 2 : une étude produisant des zonages sous forme d'agrégation de segments de cours d'eau devra fournir une table géographique avec les colonnes code_cours_eau, code zonage, xy amont, xy aval, pkamon, pkaval, version carthage. Voir le concept de segment hydrographique thématique Sandre du dictionnaire zonage 2.0*

5. Obligation de séparation de la donnée et de sa mise en forme.

Si un outil de consultation nécessite des fonctionnalités informatiques (formules, mises en couleurs, formulaires et états, fonctions ou macros, etc..) il devra être livré séparément des données finales afin d'assurer leur pérennité.

- *Exemple : Une feuille de tableur contenant des macros, formules, règles de mise en forme ne constitue pas un fichier d'export de données valide. Son utilisation est conditionnée à disposer d'un outil compatible avec ces règles de données, alors qu'un format d'échange de données standardisé sera toujours réutilisable. Il sera fourni un fichier CSV ou ODS contenant les résultats finaux.*

6. **Toute couche de donnée ou lot de plusieurs données doit être accompagné d'une fiche de métadonnées et d'un dictionnaire de données.** Les données géographique devront être documentées selon la norme ISO 19115 au format XML ISO 19139 conformément aux exigences INSPIRE. ces métadonnées pourront être créées avec **Geosource**, MDWeb, ou Arccatalog... Les données non géographiques pourront être documentées en s'appuyant sur les normes Dublin Core, ou ISO 19139 qui ont capacité à décrire tous types de données. **Chaque lot et série de données devra être accompagné des fichiers xml ISO 19139 et ISO 19110, ainsi que de fichiers pdf ou html de consultation.**

C) Dispositions spécifiques aux Données géographiques

7. **La projection réglementaire lambert 93 IGNF est obligatoire** (ou RGF93 pour les données non projetées, au format degrés décimaux obligatoirement). Ref : décret n° 2006-272 du 3 mars 2006
8. **Couches avec un seul type géométrique** (ligne ou point ou polygone, pas de mélange) conforme à la norme Simple Feature (SFS) de l'OGC (<http://www.opengeospatial.org/standards/sfs>)
9. **Géométrie valide** au sens Simple Feature Access OGC - **ISO 19125** (pas de micro intersection, boucles mal formées, polygones à deux points, recouvrements).
10. **Topologie conforme** lorsque nécessaire avec une tolérance de 0,1 m minimum. (ie les frontières communes d'objets doivent effectivement l'être à moins de 10 cm d'écart). Attention, il s'agit d'une tolérance « métier ». La précision de stockage des coordonnées doit rester intacte (au maximum de la résolution autorisée par le format de fichier et les bornes de la projection).
11. **les données vectorielles seront fournies aux formats :**
 - Shapefile esri

En cas de contrainte explicite sur une topologie, il pourra être demandé une livraison en format e00 esri ou d'autres types d'exports. Les fichiers livrant des points simples pourront être fournis en format tabulaires d'échange (CSV,DBF) avec métadonnées sur les projections utilisées.

12. Les Données **Raster** de données devront être fournies aux formats suivants

- **geoTIFF** avec compression sans perte.

ET

- ASC (format d'échange Ascii)

13. Les données **d'imagerie** (photos aériennes, satellitaires, cartes scannées) seront fournies au format :

- Geotiff ou JPEG2000 avec des options de compression n'altérant pas la donnée source pour l'archivage et les exploitations d'imagerie. **Format Obligatoire**
- Geotiff avec compression JPEG tuilée compatible QGIS / GDAL pour la visualisation rapide. **Optionnel sur demande de l'agence**

14. Lorsque la donnée construite est dérivée d'objets entiers ou partiels de référentiels :

- la **version (année et édition) du référentiel utilisé sera mentionnée** dans la métadonnée, voir la donnée elle-même. *Ex : Géométrie et codes dérivés de BDCARTHAGE 2013, codes communes du référentiel INSEE 2014...*
- **Le prestataire s'engage à utiliser la dernière version de référentiel disponible.** Si une nouvelle version paraît en cours d'étude, le prestataire s'engage à mettre ses données en conformité avec la nouvelle version avant la restitution sur demande de l'agence de l'eau.
- En cas d'anomalie constatée dans le cadre de l'étude sur les données sources, le prestataire transmettra ses remarques à la DSI de l'agence.

15. **Les projets cartographiques : si l'étude prévoit la livraison de projets cartographiques, le prestataire devra se rapprocher de la DCSI pour connaître la version QGIS utilisée au moment de l'étude à l'agence de l'eau. En cas d'utilisation d'un autre outil SIG, le prestataire devra motiver son choix d'outil et s'assurer avec le DCSI des possibilités de récupération des projet cartographiques dans le SI de l'agence de l'eau.**